

Le Club de Mediapart

Participez au débat



Ruffin François

Député de la Somme

Abonné-e de Mediapart

BILLET DE BLOG 27 AOÛT 2022

Chauffeur de cars, crèches, enseignants... Pourquoi cette rentrée sous pénuries ?

« Course contre-la-montre pour recruter des chauffeurs de car », annonce TF1. Je zappe sur BFM : « Des milliers de chauffeurs de cars scolaires manquent toujours à l'appel. » Il n'y a pas que les profs qui manqueront, pour la rentrée. Mais y a-t-il vraiment un mystère à cela ? Comment être surpris ?

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.



Ce mercredi, mes vacances sont finies, je me remets à la télé : « *Course contre-la-montre pour recruter des chauffeurs de car* », annonce TF1. Il n'y a pas que les profs qui manqueront, pour la rentrée. Je zappe sur BFM : « *Des milliers de chauffeurs de cars scolaires manquent toujours à l'appel.* » Là comme chez les enseignants, on pratique les bouts de ficelle : le permis D en speed-dating, le rappel des retraités, les patrons qui se mettent au volant, les tournées rallongées le matin...

Comme « *toutes les régions sont touchées* », comme « *il manque 550 chauffeurs en Bretagne, 700 dans les Pays-de-la-Loire, 400 dans les Hauts-de-France, plus de 1000 en Auvergne-Rhône-Alpes* », l'info se décline en locale : « *Pénurie de chauffeurs de car : des perturbations à la rentrée* », annonce l'Est républicain. « *Transport scolaire : face à la pénurie de conducteurs de cars, la rentrée s'annonce très compliquée en Centre-Val de Loire.* » Et le Réveil normand s'interroge : « *Dans l'Eure, pourquoi fait-on face à une pénurie de chauffeurs de car scolaire ?* »

Mais y a-t-il vraiment un mystère à cela ? Les causes de cette pénurie ne sont-elles pas claires ?

L'automne dernier, j'alertais déjà, au moins pour mon coin (par un texte sur Facebook et une question écrite) : avec des temps partiels contraints, 20 h, 28 h par semaine, avec des salaires tout aussi partiels, et qui contraignent encore davantage, 700 €, 900 €, avec comme humiliation la prime Macron qui leur passe sous le nez, comment s'étonner de démissions en série ? Comment être surpris que, comme à l'hôpital, comme dans l'Education nationale, comme dans le social, comme dans l'aide à domicile, ils aillent voir ailleurs si l'herbe est plus verte ?

Le lendemain, en gare de Valence, j'achète Le Parisien : « *Qui va garder nos bébés ?* » se demande le quotidien. « *Le secteur de la petite enfance traverse une crise sans précédent. A Paris, six crèches municipales ont dû fermer, faute de personnel. En France, près d'un établissement sur deux peine à recruter.* »

J'avais rendu un rapport, là-dessus, ou du moins connexe : sur « les métiers du lien », dont les assistantes maternelles. Sur le mépris, non-dit, pour ces professions, parfois sans statut, toujours avec des maigres revenus.

Et donc, ce jeudi, le ministre de l'Education nationale, Pap Ndiaye, qui reconnaît : « *Nous avons des difficultés de recrutement. Nous devons recourir à des enseignants contractuels. J'aimerais que tous les enseignants aient une expérience conséquente. Mais nous devons faire avec la situation, qui est une situation tendue* », avec les « job datings », les profs recrutés en un quart d'heure, et la carotte des 2000 € pour 2023.

Voilà pour la rentrée scolaire. Mais on pourrait ajouter les hôpitaux, les restos, le bâtiment, le rail... Que signifie ces pénuries en série ?

Le travail est maltraité, méprisé depuis quarante ans. Il est considéré, par nos dirigeants, comme un « coût » à diminuer. Un prof touchait 2,3 fois le Smic en 1980, c'est aujourd'hui 1,2 fois. On ne parle plus de « métiers », avec des savoir-faire, des qualifications, un statut, mais d'« emploi ». Qui devient des bouts de boulot, à cumuler.

Depuis quarante ans, surtout pour les métiers populaires, les salaires sont « modérés », la sous-traitance encouragée, les horaires découpés, la précarité installée. Plus nos dirigeants célèbrent « la valeur travail » dans les mots, plus ils l'écrasent dans les faits : de loi en loi, le travail est dépouillé de ses droits. Et c'est la main invisible du marché, ici le marché du travail, qui doit réguler tout ça. Eh bien, on le voit, ça ne marche pas.

L'écrasement du travail, par les revenus, par les statuts, par le temps, par la pression, cet écrasement a des conséquences pour les salariés, pour les individus : eux vivent mal de leur travail, et souvent ils vivent mal leur travail, même si – et ce n'est pas un paradoxe – ils « aiment leur métier ». Mais cet écrasement a aussi des conséquences pour la société : elle est dérégulée, désorganisée. C'est le chaos qui s'installe, dans des pans entiers.

Comment Macron et les siens vont-ils répondre ? Chez les médecins de Molière, quand la saignée échoue, que faut-il faire ? Une nouvelle saignée ! Eh bien, avec nos dirigeants, quand l'écrasement du travail – baptisé « dérégulation » – échoue, que faut-il faire ? Plus de dérégulation. L'« urgence » en sera le prétexte. On va recourir aux retraités, à du personnel sans formation, à des contrats toujours plus bizarres... Mais vous verrez que ces pratiques, présentées comme « exceptionnelles », deviendront la norme. Et comment, avec quelles lois, Emmanuel Macron envisage-t-il de rendre sa dignité au travail ? En réduisant encore ses droits, au chômage, à la retraite.

C'est une autre promesse qu'il avait faite, pourtant, au cœur de la crise Covid : « *Il faudra se rappeler que notre pays tout entier repose aujourd'hui sur ces femmes et ces hommes que nos économies reconnaissent et rémunèrent si mal.* » Lui l'a bel et bien oublié. Il ajoutait, citant la déclaration universelle des droits de l'Homme : « *Les distinctions sociales ne peuvent reposer que sur l'utilité commune* ». A la vérité, aujourd'hui, c'est presque une pyramide inversée : plus un métier est inutile, voire nuisible, plus il est récompensé. Plus un métier est utile, plus il est dévalorisé.

[Le rapport Erhel](#), commandé par la ministre du Travail Elisabeth Borne, l'a souligné avec clarté : les 4,6 millions de travailleurs dits de la « seconde ligne » sont sous-payés, d'au moins 30 %. Ils souffrent, bien plus que la moyenne, de contrats au rabais, d'un temps de travail découpé et, au sens propre, dans leurs corps, de troubles musculaires, de fractures diverses. Mais ils tiennent aussi parce que, plus que les autres, ils éprouvent un sentiment d'utilité.

On le sait pour l'hôpital, pour les écoles. Mais je dirais de même dans le bâtiment, dans la restauration, dans les auxiliaires de vie, dans tous ces métiers qui souffrent aujourd'hui, nous dit-on, de « pénurie ». Qu'a-t-on fait pour en améliorer les salaires, les horaires, les statuts ? Rien. On a laissé faire le marché. Et le marché, libéré, libéré des contraintes, libéré d'un droit du travail assoupli, le marché les a écrasés, doucement, lentement écrasés. Le marché leur a fait ressentir un sentiment d'injustice, nous « *sur qui le pays repose tout entier* », comme a dit le président, ou plus simplement, « *nous qui bossons* », « *nous qui nous levons tôt* », nous peinons à vivre.

Et qu'envisage-t-on, face à ces pénuries ? Plus de marché ! Un marché fluidifié, d'abord, avec moins de droits au chômage, moins de droits à la retraite, et donc, en théorie, plus incités à passer de la plomberie à l'hôtellerie, de Angoulême à Antibes. Un marché du travail mondialisé, aussi, avec des serveurs tunisiens pour l'été, des travailleurs détachés dans le bâtiment, des filières d'immigration choisie pour les auxiliaires de vie...

Même cette manière de recruter, en « dernière minute », « en urgence », dans une éternelle urgence, des conducteurs ou des enseignants, voilà qui témoigne encore d'un mépris du travail, d'un mépris des travailleurs, qui seraient aisément remplaçables, interchangeables. Comme si chaque métier ne réclamait pas des « trucs », des mois de pratique, des gestes qui s'acquièrent, des savoirs qui se transmettent.

Et ce sera pire, encore, pour les métiers, les filières, dont l'écologie a besoin : croit-on que « la main invisible du marché » va, par exemple, se charger de former, de financer, d'établir des milliers de réparateurs d'informatique, d'électronique, de mécanique, d'à peu près tout et à peu près partout ?

Le tableau serait incomplet sans dire aussi, ici, notre responsabilité : nous n'apparaissions pas comme « la gauche du travail », comme le camp qui porterait avec force, avec vigueur, la fierté de ces gens, la dignité de ces métiers. Quand parlons-nous d'eux ? Des caristes et des autocaristes ? Des agents d'entretien et des assistantes maternelles ? Quand, avec la même ardeur que, hier, dans l'après-guerre, nous avons magnifié les mineurs, les métallos, les cheminots, eux qui ont remis la France debout, quand célébrons-nous, en les montrant, ces nouveaux héros de la crise sanitaire ? Nous ne nous sommes pas engouffrés dans la brèche du Covid, nous n'avons pas fait d'elles, de eux, les figures majeures des élections, nous n'avons pas lancé comme un défi, comme un pari, de transformer le destin de ces millions de Français.

C'est là une question clé, me semble-t-il. De justice sociale, évidente. Mais aussi d'efficacité électorale. Car dans les échanges avec les habitants, même populaires, voire surtout populaires, ouvriers, employés, artisans, retraités, qu'a-t-on entendu durant la campagne ? « *Je ne peux pas voter pour vous, je suis pour le travail !* » Une gauche de « *l'assistanat* » est ainsi opposée à une droite, droite libérale, droite macroniste, droite extrême, de la « valeur travail ». C'est, pour nous, la certitude de perdre. Et de fait, pour l'instant, nous perdons : dans les professions mentionnées, le vote Rassemblement national domine, très largement. Quand ce n'est pas l'abstention-résignation qui l'a emporté.

Nous devrions en faire notre priorité : redevenir la gauche du travail.

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.